

3

COMMENT RÉALISER UN DIAGNOSTIC TERRITORIAL PARTAGÉ SUR L'ACCÈS AU DROIT ?

Actualisation : décembre 2017

PRÉAMBULE

La loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique modifiée par la loi n° 98-1163 du 18 décembre 1998 relative à l'accès au droit et à la résolution amiable des conflits et modifiée par la loi n°2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XX^e précise dans son chapitre II – article 10 que "le conseil départemental de l'accès au droit, est chargé de recenser les besoins, de définir une politique locale, de dresser et diffuser l'inventaire de l'ensemble des actions menées (...)."

Le SADJAV a constaté que la connaissance des besoins en matière d'accès au droit repose souvent principalement sur les remontées terrain des partenaires et des études ponctuelles de faisabilité ou d'opportunité réalisées par le conseil départemental de l'accès au droit (CDAD) ou ses partenaires.

La mise en œuvre d'une réelle démarche de diagnostic territorial permettrait de mieux objectiver et partager avec l'ensemble des partenaires les besoins et priorités d'action du CDAD.

Le diagnostic territorial constitue un préalable à l'élaboration d'une politique d'accès au droit et à la définition d'une stratégie d'actions à moyen ou long terme. Il participe à la mise en adéquation progressive entre les besoins et les actions à engager.

Sa réalisation contribue à fonder la légitimité des actions menées par le CDAD et ses partenaires.

Disposer d'un diagnostic territorial sur l'accès au droit permet à tous les acteurs :

- De caractériser la réalité du territoire et ses enjeux,
- De partager la vision de l'existant : l'offre en matière d'accès au droit et son évolution,
- De qualifier la demande : les besoins, les typologies de publics en difficulté d'accès au droit, etc.
- D'identifier les points forts de l'offre existante, mais aussi les manques en matière d'accès au droit sur le territoire.

LES QUESTIONS À SE POSER

- *Pourquoi réaliser un diagnostic territorial ?*
- *Qui mobiliser pour réaliser un diagnostic territorial ?*
- *Comment réaliser un diagnostic territorial partagé ?*
- *Quel est le contenu d'un diagnostic territorial ?*

QU'EST-CE QU'UN DIAGNOSTIC TERRITORIAL ?

Le diagnostic territorial constitue un état des lieux qui doit permettre d'orienter l'action du CDAD. Il offre une **lecture partagée** :

- Des **caractéristiques du territoire** (utiles au regard de la question de l'accès au droit) ; dans ce cadre, le recensement des acteurs du territoire sera réalisé (acteurs publics et acteurs associatifs intervenant auprès du public "cœur de cible" du CDAD),
- De **l'offre et de la demande en matière d'accès au droit**,
- De **l'adéquation de l'offre aux besoins de la population du territoire**.

Compte-tenu de la diversité des problématiques et des situations que couvre l'accès au droit (droit du logement, droit des étrangers, droit de la famille, etc.) mais aussi des publics potentiellement concernés (jeunes, personnes en situation de précarité, d'isolement, etc.), le diagnostic territorial doit :

- Etre **élaboré de manière concertée** en mobilisant et en croisant les connaissances et expériences de chacun des acteurs.
- S'attacher à **croiser des données de natures et de sources diverses** afin de disposer d'une vision globale de la situation du territoire en matière d'accès au droit.

Cela suppose de mobiliser l'ensemble des membres du CDAD, mais aussi le cas échéant d'autres partenaires et acteurs territoriaux pouvant apporter leur connaissance sur des problématiques, des publics ou des territoires spécifiques.

Au-delà de l'analyse des données et informations disponibles sur le territoire, **c'est l'échange entre acteurs qui constitue le cœur et la plus-value de la démarche de diagnostic**, avec pour objectif de construire **une vision partagée de la situation, des besoins en matière d'accès au droit et des priorités d'action**.

Il vise **l'allocation optimale des moyens et l'amélioration du service rendu à la population** par une meilleure réponse et une meilleure coordination des ressources du territoire.

Le diagnostic territorial constitue ainsi *in fine*, **un outil d'aide à la décision collective permettant de définir la politique du CDAD et son programme d'actions.**

Il a vocation à être actualisé annuellement (ou tous les 2 ans) pour réinterroger la politique d'accès au droit sur le territoire au regard de l'évolution des besoins.

COMMENT RÉALISER LE DIAGNOSTIC TERRITORIAL ?

La réalisation – et la formalisation – d'un diagnostic territorial de l'accès au droit est nécessaire. Il faut pour cela :

- S'appuyer sur les diagnostics existants des partenaires,
- Se mettre "autour de la table" pour croiser les regards des partenaires.



S'appuyer sur les diagnostics déjà réalisés par les partenaires sur le territoire et sur les informations dont ils disposent

Les collectivités et les services de l'État disposent de nombreuses données et études réalisées dans le cadre de l'élaboration des politiques publiques territoriales dont ils ont la compétence. Ils disposent en général de cartes offrant une vision territoriale de l'offre et des problématiques qu'ils traitent. Il faut donc en premier lieu capitaliser ces éléments disponibles, les partager, les mettre en débat.

Les acteurs territoriaux (collectivités, services de l'État, associations, etc.) ont également une **connaissance qualitative** du territoire, des problématiques rencontrées, des territoires et/ou des publics confrontés à des difficultés particulières. Il faut valoriser cette connaissance, croiser le regard des différents acteurs pour construire une vision partagée et une intelligence collective.

Les établissements publics tels que les caisses d'allocations familiales (Caf), la mutualité sociale agricole (MSA), Pôle emploi, etc. disposent également de données et de connaissances qui méritent d'être capitalisées.

A titre d'exemple, le SADJAV a élaboré en 2016 un atlas de l'accès au droit représentant par cour d'appel les implantations du réseau judiciaire, des CDAD et des lieux d'accès au droit.

La démarche doit donc avant tout être pragmatique :

- S'entendre avec les membres du CDAD sur le champ d'analyse et les informations utiles pour comprendre la situation du territoire en matière d'accès au droit :
 - Comment appréhender et objectiver les disparités territoriales au sein du département et identifier les besoins non-couverts ?
 - Quelles problématiques du territoire faut-il analyser : droit du logement, de la famille, des étrangers, etc. ?
 - Sur quels publics faut-il approfondir le diagnostic au regard des caractéristiques du territoire : les jeunes, les personnes en situation de précarité, etc. ?

- Identifier les membres du CDAD qui disposent d'informations sur ces sujets :
 - Sur chaque sujet, qui peut mettre à disposition des informations, partager de la connaissance ?
- Identifier les autres acteurs internes (chefs de cour d'appel, etc.) et externes (Caf, etc.) pouvant disposer d'informations et de connaissances utiles.
 - Qui peut disposer d'autres informations utiles, sur des publics spécifiques que le CDAD connaît mal ? Sur des territoires où les partenaires du CDAD sont actuellement peu présents ?
 - Qui aller voir ? Ou qui associer aux échanges avec les membres du CDAD ?

Parallèlement à ce recensement des connaissances disponibles sur le territoire, le secrétaire général (SG) / coordonnateur du CDAD s'attachera à faire ou consolider (actualiser) la photographie de l'offre en matière d'accès au droit sur le territoire :

- Les lieux d'accès au droit, qu'ils soient organisés par le CDAD ou proposés directement par les partenaires eux-mêmes,
- Les actions réalisées par le CDAD sur l'année écoulée.



Quelques sources d'information pour réaliser le diagnostic territorial

Au-delà, des sources d'information comme l'institut national des études statistiques et économiques (INSEE), l'agence nouvelle des solidarités actives (ANSA), l'Observatoire National de la pauvreté et de l'exclusion sociale (ONPES), etc., le diagnostic territorial pourra s'appuyer sur les études / schémas existants réalisés par les collectivités et services de l'État, souvent dans un cadre multi partenarial (exemples ci-après non exhaustifs).

Parmi les sources d'information utiles, citons notamment l'**Observatoire des territoires** mis en place par le Commissariat général à l'égalité des territoires (Cget), structure rattachée au Premier Ministre, qui met à disposition des acteurs territoriaux des indicateurs cartographiés, données et documents d'analyse utiles à l'élaboration des politiques publiques. Pour en savoir plus : <http://www.observatoire-des-territoires.gouv.fr>.

Au niveau des intercommunalités :

- ✓ Les projets de territoire

La loi du 25 juin 1999 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire, dite loi Voynet, reconnaît la notion de projet de territoire.

C'est un document par lequel une collectivité définit son avenir en matière de développement et de cohésion sociale, d'aménagement et d'urbanisme, de transport et de logement, de politique de la ville, de politique de l'environnement et de gestion des ressources. Il se base sur la conduite d'un diagnostic du territoire en mobilisant les acteurs (économiques, associatifs, citoyens) et les partenaires institutionnels (État, Région, département) et vise à déterminer une stratégie territoriale en identifiant des orientations stratégiques et en les priorisant.

Il constitue, pour un grand nombre de collectivités locales et leurs groupements, un cadre pluriannuel et concerté dans lequel inscrire leur action. Il peut être vu comme une feuille de route : plan de mandat communautaire, feuille de route opérationnelle à moyen terme ou document prospectif à plus long terme.

La loi n'impose aucune forme spécifique à ce document.

Au niveau de la Région :

✓ Le **contrat local de santé** (CLS)

C'est un projet participatif réunissant le préfet, les services de l'État, les collectivités et les associations, piloté par l'agence régionale de santé (ARS) qui vise à améliorer la santé de la population et à prendre en compte les facteurs ayant une incidence sur la vie (logement, travail, environnement, etc.).

Au niveau du Département :

✓ Les **observatoires**

Ce sont des études (ponctuelles ou régulières selon le département) permettant de mieux observer la population et le territoire sur plusieurs domaines : la démographie, le social, la protection de l'enfance, le handicap, l'habitat, etc. Chaque domaine peut faire l'objet d'une étude dédiée.

Exemple : l'observatoire social départemental est un recueil de données démographiques et socio-économiques du département. Mis à jour chaque année, ces indicateurs permettent au département et aux acteurs de l'action sociale d'adapter leur action à la complexité de la réalité sociale et aux évolutions des besoins. C'est un outil stratégique permettant de mieux observer, piloter, mettre en œuvre et évaluer les politiques sociales.

✓ Le **schéma départemental d'amélioration de l'accessibilité des services au public** (SDASP)

Un espace partagé de stockage en ligne pourra être mis en place permettant la mise à disposition de documents par les partenaires et le partage. Cet espace pourra être ensuite enrichi en continu y compris après le diagnostic territorial.



Débattre et croiser les regards des partenaires

Une fois les informations recueillies, il est nécessaire que les partenaires s'approprient ces éléments et les discutent entre eux pour construire une vision partagée du diagnostic en matière d'accès au droit.

Cela suppose d'organiser :

- Une ou plusieurs réunions de travail (ou "ateliers de diagnostic de l'accès au droit") à l'échelle départementale en associant les représentants des différents partenaires,
- Et, si besoin, des ateliers ciblés sur une problématique (exemple : droit des étrangers, droit de la famille, etc.), une catégorie de publics (exemple : les jeunes) et/ou un territoire spécifiques pour approfondir le sujet avec les acteurs concernés (y compris éventuellement avec d'autres acteurs plus "spécialisés" sur la problématique traitée).

Nota : l'élaboration du diagnostic territorial n'est pas faite directement par le conseil d'administration ou en assemblée générale mais au sein d'ateliers. Le terme "atelier" sous-tend l'idée qu'il s'agit de réunions de travail, opérationnelles et non de décision, associant des professionnels de terrain représentants des différents partenaires.

Les ateliers de diagnostic conduisent *in fine* à la formalisation d'un document synthétique présentant la vision des partenaires sur :

- Les **caractéristiques et les problématiques du territoire en matière d'accès au droit,**
- **L'offre en matière d'accès au droit,**
- **L'adéquation de l'offre aux besoins de la population du territoire et les besoins non couverts.**



Le diagnostic territorial

C'est un **document synthétique** présentant notamment :

- ✓ **Les caractéristiques du territoire** utiles au regard de la problématique d'accès au droit **et la demande sociale** : données et/ou cartographie du territoire sur la précarité, problématiques sociales, situation de l'emploi, cartographie des quartiers politique de la ville, acteurs publics et acteurs associatifs présents sur le territoire et localisation, etc.
- ✓ **L'offre en matière d'accès au droit sur le territoire** (financée ou non par le CDAD) : acteurs / partenaires, lieux d'accès au droit et typologie (PAD, RAD, lieux d'implantation des partenaires), actions menées par le CDAD, données clés sur l'activité du CDAD et les résultats obtenus, les points forts et points faibles identifiés, etc.
- ✓ **L'adéquation de l'offre aux besoins et les besoins non couverts en matière d'accès au droit** sur le territoire : domaines du droit, publics et secteurs géographiques spécifiques mal ou non couverts, difficultés rencontrées par les personnes dans l'accès au droit, etc.

COMMENT VALORISER LE DIAGNOSTIC TERRITORIAL ?

Le diagnostic territorial de l'accès au droit est **présenté pour validation aux instances de décision** du CDAD.

En mettant en évidence les problématiques clés de l'accès au droit et les besoins non couverts, il permet de définir la politique d'accès au droit et de décider de l'offre de service à développer et des actions à mener (Cf. fiche 4 Politique d'accès au droit – Cf. fiche 5 Offre de services).

Le diagnostic territorial est aussi un outil essentiel pour :

- **Renforcer la communication et la visibilité du CDAD :**
 - Il constitue une **référence partagée** pour l'ensemble des partenaires,
 - Il valorise et rend visible le travail conjoint réalisé par les partenaires,
 - Il permet de sensibiliser les acteurs du territoire sur l'accès au droit.
- **Développer les relations avec les acteurs du territoire et rechercher de nouveaux cofinancements :**
 - Il fonde l'action du CDAD,
 - Il permet d'objectiver et d'explicitier les besoins en matière d'accès au droit et fournit ainsi des argumentaires pour mobiliser de nouveaux partenaires.

–
–
–

– Ce qu'il faut retenir

–
–
–

– Le diagnostic territorial de l'accès au droit est **un outil de réflexion et d'aide à la décision collectif**. Il est le fruit d'une réflexion concertée de l'ensemble des partenaires du CDAD et associe si besoin plus largement d'autres acteurs du territoire.

–

– Il offre une **lecture partagée** :

- Des **caractéristiques du territoire** utiles au regard de la question de l'accès au droit,
- De **l'offre et de la demande en matière d'accès au droit**,
- De **l'adéquation de l'offre aux besoins de la population du territoire**.

–

- Il sert de base à l'élaboration de la politique locale d'accès au droit qui peut être formalisée dans un schéma directeur.
- Il légitime l'action du CDAD en partant de l'analyse des besoins du territoire.

–

– Le diagnostic territorial est un outil essentiel pour :

- **Renforcer la communication et la visibilité du CDAD**,
- **Développer les relations avec les acteurs du territoire et rechercher de nouveaux cofinancements**.

